

## APRÈS UNE LONGUE ABSENCE

## Le pouvoir tente de réinvestir le terrain

*Après une longue période de flottement, le pouvoir se remet en activité comblant un vide décrié par une opposition qui percevait là les signes probants d'une instabilité profonde mise à profit par des forces destructrices. En apparence du moins. L'appareil est intervenu sur des projets attendus, impossibles à décaler plus longtemps, mais demeure attendu sur toutes les questions lancinantes relatives à la prise en charge de la crise à venir.*

**Abla Chérif - Alger (Le Soir) -** L'évidence, la présentation de l'avant-projet de révision de la Constitution a replongé l'Algérie dans ces moments où le discours officiel, même controversé, savait rassurer y compris dans les moments d'incertitude les plus terribles. Très à l'aise, maîtrisant parfaitement les trois langues (arabe, français et tamazight), Ouyahia a tenté, durant plus de deux heures, de convaincre sur l'utilité des modifications introduites, esquissant très adroitement les questions gênantes (celle relative à la consultation de Madani Mezrag notamment) et trouvant réponse aux sujets soumis par les journalistes même s'il n'en avait pas.

Ouyahia fait cependant partie de ce personnel politique de haut rang (chef de cabinet de la présidence de la République) s'étant lui aussi cantonné dans un silence remarqué et semblant obéir à une règle générale à laquelle se sont astreints les officiels durant toute cette période. Son «retour» sur la scène publique intervient au moment où un regain d'activité est enregistré du côté d'El-Mouradia où le Président Bouteflika tente de communiquer davantage à travers des lettres longuement lues et commentées au traditionnel JT de 20h. Même si ces missives ont été officiellement adressées à l'Union générale des paysans ou à l'occasion de la 17<sup>e</sup> semaine du Coran à Constantine, elles visaient en réalité à rassurer une opinion alertée par les conséquences de la crise économique et à faire savoir qu'il détenait toujours ses capacités de gestion. «J'ai ordonné, dit-il, au gouvernement de dire toute la vérité au peuple sur la conjoncture actuelle pour que nous adoptions tous un mode de consommation adapté à ce que nous produisons (...)» Quelques jours auparavant, les Algériens ont eu droit à des images autres que celles d'un Président recevant des délégations étrangères ou

recevant des lettres de créance de nouveaux ambassadeurs.

Bouteflika recevait cette fois Lakhdar Brahimi, notre ancien ministre des Affaires étrangères bien en lice pour occuper de hauts postes de responsabilité, laissent entendre certaines sources. Puis il apparaît de nouveau une semaine plus tard présidant un Conseil restreint consacré à la révision de la Constitution.

Enfin, l'ENTV le montre à nouveau, à l'issue du dernier Conseil du gouvernement signant la terrible loi de finances 2016 quelques heures seulement après la publication d'une nouvelle lettre signée par le groupe des 19 l'enjoignant de soumettre le texte à une seconde lecture en raison de la gravité de ses conséquences sur le pays.

Au même moment, on enregistre également la réapparition



Retour sur la scène publique de Ahmed Ouyahia.

de Abdelkader Bensalah au Sénat après de longues semaines d'absence dues à des soins médicaux. Son retour répond à une nécessité, une obligation d'être présent à l'heure où l'institution sensible qu'il préside fait «peau neuve» à travers un renouvellement partiel de ses sièges, se prépare à recevoir la liste des nouveaux membres du tiers présidentiel et à se doter (ou maintenir) un nouveau Président. Ces deux échéances laissent d'ailleurs entendre qu'il y aura pro-

bablement du nouveau encore ces prochains jours du moment qu'elles nécessitent pour le moins un remaniement partiel au sein des hommes sur lesquels compte le Président.

Ce regain d'activité sera-t-il à même de faire baisser la tension générée par toute cette période d'absence quasiment qualifiée de «vacance de pouvoir» par l'opposition ? Bien qu'opposés sur leurs visions stratégiques des dimensions à donner à la crise actuelle,

la CNLTD et le groupe des 19 s'accordent tous deux, et sans le vouloir, sur l'existence d'une véritable crise au sein du pouvoir liée à la capacité de Bouteflika à gérer les affaires du pays selon les «normes» exigées.

Si la CNLTD parle d'absence totale de gestion présidentielle, les 19 évoquent eux une «confiscation» des prérogatives du président de la République par des groupes occultes, une «mafia» dont le but est de s'emparer de la totalité du pouvoir en Algérie. Cette même opposition n'a pas hésité à désigner, parfois nommément, certains membres connus de l'opinion de ce groupe occulte sans que cela fasse frémir les autorités concernées.

En guise de réponse, des représailles malheureuses ont été déclenchées à l'encontre des plus féroces «dénonciateurs» de cette situation, M<sup>me</sup> Louisa Hanoune en l'occurrence malmenée pour avoir osé dire... Mais c'était avant cette tentative de reprise du terrain par Bouteflika et les plus proches de ses hommes. Le pouvoir sera-t-il pour autant en mesure de calmer le jeu dans sa globalité ?

A. C.

## DU 9 AU 12 JANVIER AU PALAIS DE LA CULTURE MOUFDI-ZAKARIA

## 2966, tamazight à l'honneur

**«Tameyra Yennayer 2966» sera cette année célébrée durant presque une semaine, soit du 9 au 12 du mois courant. Sous la houlette du Haut Commissariat à l'amazighité (HCA) un programme copieux tout aussi riche que varié a été concocté pour marquer cet événement annuel.**

Mais il faut observer que cette fois-ci, il intervient, plus que par le passé, dans un contexte tout à fait spécial, historique dirions-nous avec la consécration constitutionnelle de tamazight langue nationale, aboutissement au demeurant d'une ancienne revendication.

Le Palais de la culture Moufdi-Zakaria, sur les hauteurs d'Alger, abritera les différentes variantes des festivités ludiques et pédagogiques qui vont des ateliers, tables rondes, récitals poétiques, projection de films, expositions culinaires et arts plastiques. Des troupes folkloriques et chants polyphoniques dont Idaballen, Ahelil, Ayrad de Béni-Sous animeront au son et baroud les festivités.

Yennayer 2966, ce 12 janvier 2016, sera rehaussé par l'implication des ministères de

l'Education nationale et de la Culture, représentés par leurs ministres respectifs, en l'occurrence Nouria Benghebrat et Azzeddine Mihoubi, aux côtés de Si El Hachemi Assad, secrétaire général du HCA. Ce n'est guère par souci de protocole si l'on en juge par l'apport attendu de chacune de ces institutions et d'éminents professeurs et chercheurs invités dans les débats sur tamazight quant à sa vulgarisation s'agissant des messages d'accueil dans les différents modes de transport (avion, bateau, train, métro, tramway).

A l'honneur aussi la calligraphie et l'écriture amazighes (en tifinay, arabe ou latin), car ici le choix définitif n'est pas fixé. Particulièrement concernés, les élèves de l'éducation nationale qui bénéficient déjà de cours de tamazight dans plusieurs wilayas. C'est pourquoi au deuxième jour, des élèves des établissements scolaires feront le déplacement au Palais de la culture Moufdi-Zakaria encadrés par des organisateurs pour un contact direct avec les réalités du monde amazigh à travers les récitals poétiques dans toutes les variantes, chaoui, kabyle, mozabite, targui. Mieux, ils auront peut-être aussi à déguster des plats typique-

ment amazighs et assister au montage d'un rituel de mariage traditionnel de Béjaïa ou à Imensi n Yennayer – dîner de Yennayer – confluence de toutes ses manifestations.

Il convient de noter, au programme, un cours de tamazight qui sera dispensé dans l'ensemble des établissements scolaires, son intérêt est qu'il touchera les classes où il n'est pas encore enseigné. De plus, là où on voit que Yennayer 2966 se taille la part du lion, c'est avec le coup d'envoi à partir d'Alger (4) et d'Oran (1) de caravanes culturelles qui sillonneront les wilayas du pays. Deux autres annonces phares (entre autres) concernent le lancement du concours national pour la réalisation d'une statue du roi Massinissa et la présentation d'un premier clavier dédié à l'écriture de tamazight baptisé «Clavier Azul» fruit de la collaboration HCA-BMS informatique.

Ne remisez pas votre sensibilité artistique à cette occasion puisque une exposition picturale vous sera assurée par deux peintres, Ahmed Bilek de Tizi Ouzou et Nouredine Hamouche d'Alger, deux palettes, deux styles.

Brahim Taouchichet

## SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES (SNJ)

## Communiqué sur la révision constitutionnelle

Le Syndicat national des journalistes, qui avait pris part aux deux consultations politiques lancées par la présidence de la République, en juin 2011 puis en juin 2014, autour de projets cruciaux pour le pays en général et la corporation en particulier, ne peut de la même manière, rester indifférent à l'annonce du projet final de ce qui devra constituer la nouvelle Constitution de la nation, loi suprême par excellence.

Au plan strictement relevant de son champ de compétence, le syndicat note, de prime abord, la prise en charge, dans la mouture finale du texte final dont il a été destinataire par la présidence de la République, d'un certain nombre de principes et de revendications qui sont, du reste, consubstantiels à son existence et à son combat.

Comme proposé par le syndicat via son mémorandum de juin 2011 puis de juin 2014, la nouvelle Constitution algérienne consacre ainsi la liberté de la presse, dans toutes ses versions et bannit la censure préalable, sous toutes ses formes. Cela est expressément mentionné dans un article, le 41, exclusivement consacré à la liberté de la presse et qui, par ailleurs, bannit la peine d'emprisonnement pour délit de presse.

Le syndicat tient également à relever un acquis considérable que constitue, incontestablement, l'obligation désormais constitutionnelle qui s'impose aux employeurs d'assurer la protection sociale à l'ensemble de leurs employés. Et, au sein de la corporation journalistique, il s'agit là d'un autre

combat de tous les instants, que le syndicat mène inlassablement depuis des années face à des employeurs dont la majorité ont souvent piétiné allègrement ce droit fondamental, plongeant des centaines de confrères dans des situations dramatiques et souvent découvertes sur le tard, y compris par les victimes elles-mêmes.

Le syndicat qui, depuis sa création, s'est retrouvé, dans bien des cas, confronté à des situations de déni de droit, au niveau de certaines entreprises médiatiques, qui frappent d'ostracisme des centaines de ses adhérents, prend enfin acte du fait que le droit à l'exercice syndical est garanti, voire même conforté par la nouvelle Constitution.

Tout cela pour les énoncés de principes

généraux. Reste néanmoins les modalités de la mise en pratique des dispositions de la loi fondamentale. Notamment, à travers les textes d'application que constituent, en l'espèce, les lois inhérentes. L'expérience récente des nouvelles lois en la matière, comme le code de l'information, la loi sur l'audiovisuel et celle sur la publicité qui n'a d'ailleurs jamais vu le jour, nous fonde à exprimer certaines réserves légitimes : une loi, celle suprême davantage encore, n'a de valeur que si elle est appliquée à tous, de manière juste et non pas en fonction des humeurs ou des intérêts des uns et des autres.

**P/ le Syndicat national des journalistes, le Secrétaire général Kamel Amarni**